

**L. Trotsky**

***Œuvres***

**Février 1933**

## Devant la décision

### *Le camp de la contre-révolution*

Les changements de gouvernements depuis Brüning montrent toute l'inconsistance et tout le vide de la philosophie universelle du fascisme (du fascisme pur, du national-fascisme, du fascisme social, du social-fascisme de gauche), dont les staliniens recouvrent tous et tout, hormis eux-mêmes. Les sphères possédantes sont trop peu nombreuses et trop haïes du peuple pour diriger en leur propre nom. Il leur faut une couverture : monarchiste traditionnelle (" par la grâce de Dieu "), libérale parlementaire (" la souveraineté du peuple "), bonapartiste (" l'arbitre impartial "), ou, enfin, fasciste (" la colère du peuple "). La guerre et la révolution leur ont pris la monarchie. Pendant quatorze ans, grâce aux réformistes, elles se sont maintenues sur les béquilles de la démocratie. Quand le parlement s'est scindé en deux sous la pression des antagonismes entre les classes, elles essayèrent de se cacher derrière le dos du président. Ainsi s'ouvrit le chapitre du *bonapartisme*, c'est-à-dire du pouvoir bureaucratique-policière, qui se place au-dessus de la société et se maintient par un équilibre relatif des deux camps opposés.

Après les gouvernements transitoires de Brüning et de Papen, le bonapartisme, en la personne du général Schleicher, a pris la forme la plus pure, mais seulement pour révéler aussitôt son inconsistance. Toutes les classes regardaient avec hostilité, perplexité et inquiétude cette figure politique énigmatique, semblable à un point d'interrogation avec des épaulettes de général. Mais la cause principale de l'échec de Schleicher, de même d'ailleurs que de ses succès précédents, ne se trouve pas dans l'individu lui-même : tant que le camp de la révolution et celui de la contre-révolution n'ont pas encore mesuré leurs forces dans la lutte, le bonapartisme ne peut être stable. De plus, la terrible crise industrielle et agricole, qui est suspendue au-dessus du pays comme un cauchemar, ne facilite pas l'équilibrisme bonapartiste. Il est vrai qu'à première vue, la passivité du prolétariat aurait dû faciliter considérablement la tâche du " général social ". Mais il n'en alla pas ainsi : c'est précisément cette passivité qui défait le cercle de peur qui soudait les classes possédantes, et permit aux antagonismes qui les déchirent, d'éclater au grand jour.

*Au point de vue économique*, l'agriculture allemande mène une existence parasitaire : c'est un boulet pesant aux pieds de l'industrie. Mais la base sociale réduite de la bourgeoisie industrielle lui fait une nécessité *politique* de conserver l'agriculture " nationale ", c'est-à-dire la classe des junkers et des paysans riches avec toutes les couches qui dépendent d'eux. Le fondateur de cette politique fut Bismarck, qui établit des liens solides entre les propriétaires fonciers et les industriels par des victoires militaires, par l'or des réparations de guerre, par des profits élevés et par la peur du prolétariat. Mais l'époque de Bismarck appartient au passé. L'Allemagne actuelle se fonde non sur des victoires mais sur une défaite. Ce n'est pas la France qui lui paie des réparations mais c'est elle qui en paie à la France. Le capitalisme en décomposition ne lui donne pas de profits et ne lui ouvre aucune perspective. La peur des ouvriers reste l'unique ciment des classes possédantes. Mais le prolétariat allemand, par la faute de sa direction, s'est trouvé paralysé au moment le plus critique, et les antagonismes des classes possédantes éclatèrent publiquement. Malgré la passivité attentiste du camp de la gauche, le général social est tombé sous les coups de la *droite*.

Après cela, les hautes sphères des classes possédantes ont dressé leur bilan gouvernemental ; au passif, la division dans leurs propres rangs ; à l'actif, un feld-maréchal de 85 ans. Qu'y avait-il encore ? Rien à part Hindenburg. Si Schleicher représentait la pure idée du bonapartisme, Hindenburg représente l'idée pure de la propriété. Le général faisait la coquette, refusant de répondre à la question : qu'est-ce qui est préférable, le capitalisme ou le socialisme ? Hindenburg déclare sans ambages qu'il n'y a rien de mieux qu'un junker de l'Est de l'Elbe sur le trône. La propriété terrienne est la forme de propriété la plus enracinée, la plus pesante et la plus stable. Si, économiquement, la propriété foncière allemande est la femme entretenue de l'industrie, politiquement, c'est précisément Hindenburg qui devait prendre la tête de la lutte contre le peuple.

Ainsi, le régime de l'arbitre supérieur, qui s'élève au-dessus des classes et des partis, a conduit immédiatement à la domination du parti national allemand, à la domination de la clique des possédants les plus cupides et les plus avides. Le gouvernement de Hindenburg marque la quintessence du parasitisme social. Mais c'est précisément pour cette raison que, bien qu'indispensable, il s'est avéré, sous sa forme pure, impossible. Hindenburg a besoin d'une couverture. Aujourd'hui, il ne peut plus se cacher sous le manteau du Kaiser, il lui faut recourir à la chemise brune des nazis. S'il est impossible d'obtenir par le biais de la monarchie la sanction des forces célestes pour la propriété, il ne reste plus qu'à se couvrir de la sanction d'une populace réactionnaire et déchaînée.

En associant Hitler au pouvoir, on poursuivait un double objectif : en premier lieu, rehausser la camarilla des propriétaires par la présence des dirigeants du " mouvement national ", en deuxième lieu, mettre à la disposition immédiate des possédants, les forces combattantes du fascisme.

Ce n'est pas d'un cœur léger que la clique dirigeante pactisa avec ces fascistes qui sentent mauvais. Derrière les parvenus déchaînés, il y a beaucoup, beaucoup trop de poings : c'est là le côté dangereux des chemises brunes ; mais c'est là aussi leur principal avantage, ou, plus exactement, leur unique avantage. Et c'est cet avantage qui est décisif, car nous vivons une époque telle aujourd'hui, que la défense de la propriété ne peut être assurée qu'à coups de poings. On ne peut pas se passer des nationaux-socialistes. Mais il est tout aussi impossible de leur transmettre le pouvoir effectif : la menace venant du prolétariat n'est pas actuellement si grave, que les sphères dirigeantes puissent provoquer consciemment une guerre civile dont l'issue est hasardeuse. A cette nouvelle étape du développement de la crise sociale en Allemagne répond une nouvelle combinaison gouvernementale, dans laquelle les postes militaires et économiques sont aux mains des messieurs, et où les plébéiens se sont vu attribuer des postes décoratifs ou secondaires. La fonction officieuse, mais d'autant plus effective, des ministres fascistes est d'intimider la révolution. Cependant, les fascistes doivent procéder à l'écrasement et à

l'extermination de l'avant-garde prolétarienne seulement dans les limites fixées par les représentants des propriétaires fonciers et des industriels. Tel est le plan. Reste à voir comment se déroulera son exécution.

Le gouvernement Hindenburg-Hitler recèle un ensemble complexe de contradictions : entre les représentants traditionnels des propriétaires fonciers d'une part, les représentants patentés du grand capital, de l'autre ; entre les uns et les autres, d'une part, les oracles de la petite bourgeoisie réactionnaire, de l'autre. La combinaison est extrêmement instable. Elle ne se maintiendra pas longtemps sous sa forme actuelle. Qu'est-ce qui prendrait sa relève, si elle tombait ? Comme les instruments principaux du pouvoir ne sont pas dans les mains d'Hitler, et comme il a suffisamment démontré qu'en plus de sa haine pour le prolétariat, il avait une peur organique des classes possédantes et de leurs institutions, il n'est pas totalement exclu que les hautes sphères de la société, en cas de rupture avec les nazis, essaient une nouvelle fois de reculer sur la voie présidentielle bonapartiste. Cependant, la probabilité d'une telle variante, qui n'aurait tout au plus qu'un caractère épisodique, est extrêmement insignifiante. Le développement futur de la crise dans le sens du fascisme est infiniment plus probable. Hitler chancelier signifie un défi tellement direct et ouvert à l'adresse de la classe ouvrière, qu'une réaction de masse, ou, dans le pire des cas, une série de réactions isolées, est absolument inévitable. Et cela suffit pour que les fascistes s'emparent des premières places, écartant leurs trop pesants mentors. A une seule condition : que les fascistes eux-mêmes tiennent bon.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir est, sans aucun doute, un coup terrible pour la classe ouvrière. Mais ce n'est pas encore une défaite définitive et irrémédiable. L'ennemi que l'on pouvait abattre, quand il cherchait encore à se hisser au pouvoir, occupe aujourd'hui toute une série de postes de commande. C'est pour lui un avantage considérable, mais il n'y a pas encore eu de bataille. L'occupation de positions avantageuses n'est pas en soi décisive, c'est la force vivante qui tranche.

La Reichswehr et la police, les Casques d'acier, les troupes de choc des nazis, constituent trois armées indépendantes au service des classes possédantes. Mais d'après le sens même de l'actuelle combinaison gouvernementale, ces armées ne sont pas réunies dans les mêmes mains. La Reichswehr, sans parler des Casques d'acier, n'est pas dans les mains d'Hitler. Ses propres forces armées constituent une grandeur problématique, qui demande encore seulement à être mise à l'épreuve. Ses millions d'hommes en réserve sont une poussière humaine. Pour s'emparer de la totalité du pouvoir, Hitler doit provoquer un semblant de guerre civile (la véritable guerre civile, il en a lui-même peur). Ses solides collègues du ministère, qui disposent de la Reichswehr et des Casques d'acier, préféreraient étouffer le prolétariat par des moyens " pacifiques ". Ils sont beaucoup moins enclins à provoquer une petite guerre civile, par peur d'une grande. Du gouvernement qui a à sa tête un chancelier fasciste, à la victoire complète du fascisme, il y a encore pas mal de chemin. Cela signifie que le camp de la révolution dispose encore d'un certain laps de temps. Combien ? Il est impossible de l'évaluer à l'avance. On ne peut le mesurer que dans les combats.

### ***Le camp du prolétariat***

Quand le Parti communiste officiel déclare que la social-démocratie est le support le plus important de la domination bourgeoise, il ne fait que répéter l'idée qui était la position de départ, au moment de l'organisation de la IIIe Internationale. La social-démocratie vote pour le régime capitaliste, quand la bourgeoisie l'associe au pouvoir. La social-démocratie tolère n'importe quel gouvernement bourgeois, qui tolère la social-démocratie. Même complètement écartée du pouvoir, la social-démocratie continue à soutenir la société bourgeoise, en recommandant aux ouvriers de ménager leurs forces pour des combats, auxquels elle n'est jamais prête à appeler. En paralysant l'énergie révolutionnaire du prolétariat, la social-démocratie donne la possibilité à la société bourgeoise de vivre, alors qu'elle n'a déjà plus la force de vivre, et fait par là même du fascisme une nécessité politique. L'appel d'Hitler au pouvoir émane du feld-maréchal des Hohenzollern, élu grâce aux voix des ouvriers sociaux-démocrates ! La chaîne politique qui mène de Wels à Hitler, a un caractère personnel tout à fait évident. Il ne peut y avoir deux opinions différentes à ce sujet entre les marxistes. Mais le problème n'est pas d'interpréter la situation politique, mais de la transformer de manière révolutionnaire.

La faute de la bureaucratie stalinienne n'est pas d'être " intransigeante " vis-à-vis de la social-démocratie ; elle fient à ce que son intransigeance est politiquement impuissante. Parce que le bolchevisme, sous la direction de Lénine, a vaincu en Russie, la bureaucratie stalinienne en tire " l'obligation " pour le prolétariat allemand de se rassembler autour de Thälmann. Son ultimatum dit en substance : tant que les ouvriers allemands ne reconnaîtront pas la direction communiste, à l'avance, à priori et inconditionnellement, ils n'oseront même pas penser à des combats sérieux. Les staliens s'expriment autrement. Mais toutes leurs réserves, leurs restrictions, leurs ruses oratoires ne changent rien au caractère fondamental de l'ultimatum bureaucratique, qui aida la social-démocratie à livrer l'Allemagne à Hitler.

L'histoire de la classe ouvrière allemande depuis 1914, est la page la plus tragique de l'histoire contemporaine. Quelles trahisons stupéfiantes de la part de son parti historique, la social-démocratie, et quelle inexpérience et quelle impuissance de la part de son aile révolutionnaire ! Mais il n'est pas besoin de remonter si loin en arrière. Pendant les deux ou trois années d'avance fasciste, la politique de la bureaucratie stalinienne n'a pas été autre chose qu'une suite de crimes qui ont littéralement sauvé le réformisme et préparé par là même le succès ultérieur du fascisme. Aujourd'hui, alors que l'ennemi occupe déjà des postes de commande importants, une question se pose inévitablement : n'est-il pas trop tard pour appeler à un regroupement des forces en vue de la résistance ? Mais alors surgit une question préalable : que signifie dans le cas présent " trop tard " ? Faut-il comprendre que même le tournant le plus audacieux sur la voie de la politique révolutionnaire ne peut déjà plus changer radicalement le rapport des forces ? Ou cela signifie-t-il simplement qu'il n'y a aucune possibilité ni espoir d'obtenir le tournant indispensable ? Ce sont là deux questions distinctes.

Nous avons déjà répondu ci-dessus à la première quant au fond. Même dans les conditions les plus favorables pour Hitler, il aurait besoin de longs mois - et quels mois critiques ! - pour établir la domination du fascisme. Si l'on prend en considération la gravité de la situation économique et politique, le caractère redoutable du danger imminent, la terrible inquiétude du prolétariat, sa multitude, son acharnement, la présence en son sein d'éléments combattifs et expérimentés, la capacité incomparable des ouvriers allemands à l'organisation et à la discipline, la réponse est claire : pendant les mois qui sont

nécessaires aux fascistes pour écarter les obstacles intérieurs et extérieurs, et consolider leur dictature, le prolétariat, s'il a une direction juste, aurait le temps d'accéder deux ou trois fois au pouvoir.

Il y a deux ans et demi, l'opposition de gauche proposait instamment que toutes les instances et les organisations du Parti communiste, du Comité central à la petite cellule provinciale, adressent rapidement aux organisations parallèles sociales-démocrates et syndicales, une proposition concrète d'actions communes contre la liquidation imminente de la démocratie prolétarienne. Si la lutte contre les nazis s'était développée sur cette base, Hitler ne serait pas aujourd'hui chancelier, et le Parti communiste aurait un rôle dirigeant dans la classe ouvrière. Mais ce qui est fait est fait. Les résultats des erreurs accomplies ont eu le temps de se transformer en réalités politiques et sont aujourd'hui un élément de la situation objective. Il faut la prendre comme elle est. Elle est bien pire qu'elle ne pourrait être. Mais elle n'est pas désespérée. Un tournant politique mais efficace, audacieux, déclaré, réfléchi peut sauver entièrement la situation et ouvrir la voie menant à la victoire.

Hitler a besoin de temps. La reprise du commerce et de l'industrie, si elle devenait une réalité, ne signifierait pas encore un renforcement du fascisme au détriment du prolétariat. A la moindre amélioration de la conjoncture, le capital, affamé de profits, ressentira vivement le besoin de calme dans les usines, et cela changera immédiatement le rapport des forces en faveur des ouvriers. Pour que la lutte économique se fonde dès les premiers pas dans la lutte politique, il faut que les communistes soient à leurs places, c'est-à-dire dans les usines et les syndicats. Les chefs sociaux-démocrates ont déclaré qu'ils souhaitaient un rapprochement avec les ouvriers communistes. Que les 300 000 ouvriers, qui adhèrent à la RGO<sup>1</sup>, prennent au mot les réformistes et fassent à l'ADGB<sup>2</sup> la proposition suivante : " *Nous adhérons immédiatement, en tant que fraction, aux syndicats libres.* " A elle seule, cette initiative provoquera une modification de l'état d'esprit des ouvriers, et, par conséquent de toute la situation politique.

Mais ce tournant est-il réellement possible ? C'est actuellement toute la question. Les vulgarisateurs de Marx, enclins au fatalisme, ne voient rien d'autre habituellement dans l'arène politique, que des causes objectives. Cependant, plus la lutte de classes devient aiguë, plus elle s'approche du dénouement, et plus elle confie fréquemment la clé de toute la situation à un parti déterminé et à sa direction. Actuellement, la question est la suivante : si la bureaucratie stalinienne a naguère persévéré dans la voie de l'ultimatum obtus, malgré une pression de dix atmosphères politiques, sera-t-elle capable de s'opposer à une pression de cent atmosphères ?

Mais peut-être que les masses s'en mêleront, après avoir renversé les barrières, dressées par l'appareil, à l'instar de ce qui s'était passé à Berlin, où une grève des transports municipaux éclata en novembre 1923. Evidemment, un mouvement spontané des masses n'est pas totalement exclu. Mais pour être efficace, il doit, cette fois-ci, avoir une ampleur cent à deux cents fois supérieure à celle de la grève de Berlin. Le prolétariat allemand est assez puissant pour développer un tel mouvement, malgré les obstacles qui peuvent venir du sommet. Mais les mouvements spontanés s'appellent ainsi, précisément parce qu'ils surgissent en dehors de la direction. La question est de savoir ce que doit faire le parti, pour donner une impulsion au mouvement des masses, pour l'aider à se développer, pour en prendre la tête et lui assurer la victoire...

Les télégrammes d'aujourd'hui ont apporté la nouvelle qu'une grève générale a éclaté à Lübeck, en riposte à l'arrestation d'un fonctionnaire social-démocrate. Ce fait, s'il est vérifié, ne réhabilite nullement la bureaucratie sociale-démocrate. Mais il condamne irrévocablement les stalinien et leur théorie du social-fascisme. Seuls le développement et l'aggravation de l'antagonisme entre les nationaux-socialistes et les sociaux-démocrates peuvent, après toutes les erreurs commises, faire sortir les communistes de leur isolement et frayer un chemin à la révolution. Ce processus, impliqué dans la logique même des rapports, il ne faut pas le contrecarrer, mais l'aider. Pour cela, il faut une politique audacieuse de front unique.

Les élections de mars, auxquelles se raccroche la social-démocratie pour paralyser l'énergie des ouvriers, ne résoudront, évidemment, rien. S'il ne se produit pas d'ici les élections des événements importants qui déplaceront la question sur un autre terrain, le Parti communiste verra ses voix augmenter automatiquement. Cette augmentation sera infiniment plus grande, si le Parti communiste prend dès aujourd'hui l'initiative d'un front unique de *défense* ! Oui, c'est de *défense* qu'il s'agit aujourd'hui. Mais le Parti communiste est perdu, si, à la suite de la social-démocratie, bien qu'en termes différents, il transforme l'agitation électorale en un battage purement parlementaire, en un moyen de détourner l'attention des masses de leur impuissance actuelle et de la préparation de la lutte. Une politique audacieuse de front unique est aujourd'hui la seule base correcte, même pour la campagne électorale.

Encore une fois : le Parti communiste a-t-il suffisamment de forces pour effectuer ce tournant ? Les ouvriers communistes ont-ils assez d'énergie et d'initiative pour aider la pression de cent atmosphères à se frayer un chemin dans les crânes de bureaucrates ? Si pénible que ce soit à admettre, c'est ainsi que se pose aujourd'hui la question.

Les lignes précédentes étaient déjà écrites, lorsque nous avons appris dans les journaux allemands, avec un retard inévitable, que Moscou avait enfin envoyé un signal d'alarme au Comité central du Parti communiste allemand : l'heure d'un accord avec la social-démocratie a sonné. Je n'ai pas encore eu de confirmation de cette nouvelle, mais elle est conforme à la vérité : la bureaucratie stalinienne ne commande un tournant qu'après que les événements aient durement frappé la classe ouvrière (en URSS, en Chine, en Angleterre, en Allemagne). Ce n'est qu'après que le chancelier fasciste eut braqué ses mitrailleuses sur la tempe du prolétariat enchaîné, qu'au Présidium de l'Internationale communiste on a trouvé la solution : l'heure est venue de défaire les liens.

Il va sans dire que l'opposition de gauche se placera sur le terrain de cet aveu tardif et s'efforcera d'en tirer le maximum pour la victoire du prolétariat. Mais, malgré cela, elle n'oubliera pas un seul instant que le tournant de l'Internationale

<sup>1</sup> Opposition syndicale rouge, organisée par le KPD.

<sup>2</sup> *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund* (Confédération générale des Syndicats allemands) [1919-1933].

communiste est un zigzag purement empirique, accompli dans un moment de panique. Les gens qui assimilent la social-démocratie au fascisme, sont capables, au cours de la lutte contre le fascisme, de passer à une idéalisation de la social-démocratie. Il faut veiller, d'un œil vigilant, à ce que soit sauvegardée la complète indépendance politique du communisme : les organisations frapperont ensemble, mais ne mêleront pas leurs drapeaux ; il faut faire preuve d'une totale loyauté envers l'allié, mais le surveiller comme l'adversaire de demain.

Si la fraction opère effectivement le revirement qui lui est dicté par toute la situation, l'opposition de gauche occupera sa place dans le combat commun. La confiance des masses dans ce tournant sera d'autant plus grande qu'il se fera de façon plus démocratique. Un discours de Thälmann ou un manifeste du Comité central ne suffira pas, vu l'ampleur actuelle des événements. Il faut la voix du parti. Il faut un congrès du parti. Il n'y a pas d'autre moyen de redonner confiance au parti et de renforcer la confiance des ouvriers dans le parti ! Le congrès doit se réunir dans deux ou trois semaines, pas plus tard que l'ouverture du Reichstag (à supposer que le Reichstag soit ouvert en général).

Le programme d'action est clair et simple :

- Proposition immédiate aux organisations sociales-démocrates, du sommet à la base, du front unique de défense ;
- Proposition immédiate à l'ADGB d'intégrer le RGO dans les syndicats ;
- Préparation immédiate d'un congrès extraordinaire du parti.

Il en va du sort de la classe ouvrière allemande, du sort de l'Internationale communiste et - ne l'oublions pas - du sort de la République des Soviets !

Prinkipo, 5 janvier 1933

P.S. - Quels sont les plans possibles du gouvernement Hitler-Hindenburg dans la perspective des élections au Reichstag ? Il est absolument évident que le gouvernement actuel ne peut admettre un Reichstag, dont la majorité lui soit hostile. C'est pourquoi, la campagne électorale et les élections doivent conduire, d'une manière ou d'une autre, à un dénouement. Le gouvernement comprend, que même sa victoire complète aux élections - c'est-à-dire s'il dispose au parlement de 51 % des mandats - non seulement ne signifiera pas un règlement pacifique de la crise, mais, au contraire, pourra apparaître comme le signal d'un mouvement décisif contre le fascisme. Voilà pourquoi le gouvernement ne peut pas ne pas se préparer à des actions décidées pour le moment où les résultats des élections seront connus.

La mobilisation préventive des forces nécessaires à cela n'en trouvera pas moins une application, si les partis gouvernementaux se retrouvent en minorité et doivent, par conséquent, abandonner définitivement le terrain de la légalité de Weimar. C'est ainsi que dans les deux cas, qu'il s'agisse d'une défaite parlementaire du gouvernement (moins de 50 %) ou d'une victoire (plus de 50 %), il faut s'attendre à ce que les nouvelles élections soient le point de départ d'une lutte décisive.

Une troisième variante n'est pas exclue : sous couvert de la préparation des élections, les nationaux-socialistes effectuent un coup d'Etat, sans attendre les élections. Une action de ce genre semblerait la plus juste du point de vue tactique, si l'on se place du point de vue des nazis. Mais, étant donné le caractère petit-bourgeois de ce parti, son incapacité à prendre l'initiative d'une action indépendante et sa dépendance vis-à-vis d'alliés méfiants, on peut en déduire qu'il est peu probable qu'Hitler se décide à une telle action. La supposition qu'un coup d'Etat de ce type soit conçu par Hitler conjointement avec ses alliés, est très peu vraisemblable, car les élections ont une deuxième fonction, qui est de modifier la répartition des sièges gouvernementaux entre les alliés.

Toutefois, au niveau de l'agitation, il est indispensable d'avancer cette troisième éventualité. Si les passions s'échauffent trop pendant la période préélectorale, un coup d'Etat pourrait devenir une nécessité pour le gouvernement, même si aujourd'hui, ses plans ne vont pas aussi loin.

En tout cas, il est parfaitement clair que le prolétariat doit, dans ses calculs tactiques, raisonner à court terme. Il va sans dire que ni une majorité gouvernementale au Reichstag, ni la dissolution du nouveau Reichstag pour une durée indéterminée, ni un coup d'Etat fasciste avant les élections ne trancheront définitivement la question en faveur du fascisme. Mais chacune de ces trois variantes marquerait une nouvelle étape très importante dans la lutte entre la révolution et la contre-révolution.

La tâche de l'opposition de gauche pendant la campagne électorale, est d'offrir aux ouvriers une analyse des trois variantes possibles, dans la perspective générale d'une lutte à mort inévitable du prolétariat contre le fascisme. En formulant ainsi la question, on donnera le caractère concret nécessaire à l'agitation pour la politique de front unique.

Le parti proclamait à chaque instant : *" Le prolétariat se trouve dans une période d'offensive grandissante. "* A cela le SAP répond : *" Non, le prolétariat est sur la défensive, nous l'invitons seulement à passer à l'offensive. "* L'une et l'autre formule montrent que ces individus ne comprennent pas ce que sont l'offensive et la défensive, c'est-à-dire l'attaque et la défense. En fait, le malheur veut que le prolétariat ne soit pas sur la défensive, mais dans une période de reflux qui, demain, peut se transformer en une fuite panique. Nous appelons le prolétariat non à l'offensive, mais à une *défense active*. C'est précisément ce caractère défensif des actions (défense des organisations prolétariennes, des journaux, des réunions, etc.) qui doit être le point de départ du front unique en direction de la social-démocratie. Sauter à pieds joints par-dessus le mot d'ordre de défense active, c'est se griser de phrases creuses. Evidemment, en cas de succès, la défense active cédera la place à l'offensive. Mais ce sera l'étape suivante, pour y arriver, il faut passer par le front unique sous le signe de la défense.

Pour faire apparaître plus clairement la signification historique des décisions et des actions du parti dans les jours et les semaines qui viennent, il faut, à mon avis, poser le problème devant les communistes sans la moindre concession, au contraire, dans toute son âpreté : le refus par le parti du front unique, le refus de créer des comités locaux de défense, c'est-à-dire les Soviets de demain, est la preuve de la capitulation du parti devant le fascisme, c'est-à-dire un crime historique, équivalent à la liquidation du parti et de l'Internationale communiste. Si une telle catastrophe se produit, le prolétariat passera par-dessus des montagnes de cadavres, à travers des années de souffrances et de malheurs infinis, pour arriver à la IV<sup>e</sup> Internationale.

## La question noire aux Etats-Unis

### Discussion avec Arne Swabeck

---

*Cette discussion a eu lieu le 28 février 1933 à Prinkipo, où Trotsky résidait depuis son expulsion d'U.R.S.S.*

*Arne Swabeck était secrétaire national de la Ligue communiste d'Amérique (CLA), une organisation de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, formée de militants exclus du Parti communiste à cause de leur refus de suivre son cours stalinien. Ils constitueront plus tard le Parti socialiste des travailleurs (SWP).*

*Au cours de cette discussion, Trotsky critique l'approche de la question noire de ses camarades américains. Ceux-ci défendent l'idée selon laquelle il s'agit d'une question de classe et de race, et qu'il faut revendiquer l'égalité sociale et politique des Noirs, tandis que Trotsky considère que c'est aussi une question nationale, et qu'il faut revendiquer le droit des Noirs à l'autodétermination. Ils discutent également de l'appel du Parti communiste américain à la formation d'un Etat noir séparé au sud des Etats-Unis.*

*Texte traduit de Leon Trotsky on Black Nationalism and Self-Determination, publié sous la direction de George Breitman, Pathfinder, New York, 1978.*

---

A. Swabeck: Au sein de la Ligue communiste d'Amérique, nous n'avons pas d'importantes divergences sur ce problème et nous n'avons pas encore formulé un programme. Je ne présente donc que les opinions que nous avons développées d'une manière générale. Comment devons-nous considérer la situation des Noirs américains ? Comme celle d'une minorité nationale ou comme celle d'une minorité raciale ? C'est de la plus haute importance pour notre programme.

Les staliniens conservent comme principal mot d'ordre l'autodétermination des Noirs, et demandent en conséquence un Etat séparé et le droit à un Etat pour les Noirs de la Ceinture noire<sup>3</sup>. L'application pratique de cette revendication a dévoilé beaucoup d'opportunisme. Mais, d'autre part, je retiens qu'en dépit de nombreuses erreurs dans le travail pratique parmi les Noirs, le Parti<sup>4</sup> a pu enregistrer quelques succès, dans les grèves du textile du Sud, par exemple, où les barrières de couleur ont été pour une grande part brisées. Je pense que Weisbord est d'accord avec le mot d'ordre d'autodétermination et de droit à un Etat séparé. Il affirme que c'est l'application de la théorie de la révolution permanente aux Etats-Unis. Notre analyse part de la situation actuelle, il y a environ treize millions de Noirs aux Etats-Unis, dont la majorité se trouve dans les Etats du Sud. Dans les Etats du Nord, les Noirs sont concentrés dans des communautés industrielles comme ouvriers, et dans le Sud, ils sont pour la plupart fermiers ou métayers.

L. Trotsky: Louent-ils les terres à l'Etat ou à des propriétaires privés ?

A. Swabeck: A des propriétaires privés, à des fermiers blancs, et à des propriétaires blancs de fermes et de plantations.

Quelques Noirs possèdent la terre qu'ils labourent. La population noire du Nord est maintenue à un très bas niveau économique, social et culturel, tandis qu'au Sud, elle subit les conditions oppressives de Jim Crow. Elle est écartée de nombreux syndicats importants. Pendant et depuis la guerre, la migration venant du Sud s'est accrue, et près de quatre à cinq millions de Noirs vivent peut-être dans le Nord maintenant. La population noire du Nord est prolétarienne dans une proportion écrasante, mais dans le Sud aussi, la prolétarianisation est croissante. Aujourd'hui, aucun des Etats du Sud n'a une population en majorité noire, ce qui souligne l'importante migration vers le Nord.

Nous posons la question en ces termes : les Noirs sont-ils, politiquement parlant, une minorité nationale ou une minorité raciale ? Les Noirs se sont complètement assimilés, américanisés, et leur vie en Amérique l'a emporté sur les traditions du passé, les a modifiées et changées. Nous ne pouvons considérer les Noirs comme une minorité nationale au sens où ils auraient leur propre langue. Ils n'ont pas de coutumes nationales particulières, ni une culture nationale ni une religion différentes; ils n'ont pas non plus les intérêts particuliers d'une minorité nationale. En ce sens, il est impossible de parler d'eux comme d'une minorité nationale. Donc, à notre avis, les Noirs américains constituent une minorité raciale, dont la situation et les intérêts sont subordonnés aux rapports de classes du pays et dépendent d'eux.

Pour nous, les Noirs sont un facteur important dans la lutte des classes, presque un facteur décisif. Ils représentent une importante fraction du prolétariat. Il existe aussi une petite bourgeoisie noire en Amérique, mais qui n'a ni la puissance, ni l'influence, ni le rôle de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie des peuples subissant l'oppression nationale.

Le mot d'ordre stalinien d'autodétermination est pour l'essentiel fondé sur l'estimation que les Noirs américains sont une minorité nationale qui doit être gagnée comme alliée. Nous nous demandons: voulons-nous gagner les Noirs comme alliés sur une telle base, et qui voulons-nous gagner, le prolétariat noir ou la petite bourgeoisie noire ? Il nous semble qu'avec ce mot d'ordre nous gagnerons surtout la petite bourgeoisie, et que nous ne pouvons avoir un grand intérêt à en faire notre alliée sur cette base. Nous reconnaissons que les fermiers et les métayers pauvres sont les plus proches alliés du prolétariat mais, à notre avis, ils peuvent être gagnés principalement sur le terrain de la lutte des classes. Faire un compromis sur cette question de principe mettrait les alliés petits-bourgeois à la tête aussi bien du prolétariat que des fermiers pauvres.

Nous reconnaissons l'existence de phases définies de développement, qui exigent des mots d'ordre spécifiques, mais le

---

<sup>3</sup> Ceinture noire (black belt) : zone du sud des Etats-Unis où avait prédominé la population noire (Géorgie, etc.) (N. R.)

<sup>4</sup> Toutes les références au « Parti » dans ce texte concernent le P.C. américain, dont la Ligue américaine se considérait alors fraction publique. (N.R.)

mot d'ordre stalinien nous semble conduire directement à la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Nous devons préparer l'unité des travailleurs noirs et blancs sur une base de classe mais, pour cela, il est nécessaire de reconnaître aussi la question raciale et d'avancer, en plus des mots d'ordre de classe, des mots d'ordre de race. Nous pensons que, de ce point de vue, le mot d'ordre principal devrait être « Égalité sociale, politique et économique pour les Noirs », ainsi que les mots d'ordre qui en découlent. Ce mot d'ordre est, bien sûr, tout à fait différent du mot d'ordre stalinien d'autodétermination pour une minorité nationale. Les dirigeants du Parti soutiennent que les travailleurs et les fermiers noirs ne peuvent être gagnés que par ce mot d'ordre. Au début, il fut mis en avant pour les Noirs à travers tout le pays mais, aujourd'hui, il ne l'est plus que dans les Etats du Sud. A notre avis, nous ne pouvons gagner les travailleurs noirs que sur une base de classe, en avançant aussi des mots d'ordre raciaux pour les étapes intermédiaires nécessaires du développement. De cette manière, nous croyons aussi pouvoir gagner plus aisément les fermiers pauvres noirs comme alliés directs.

Pour l'essentiel, le problème des mots d'ordre concernant la question noire est celui d'un programme pratique. *Comment gagner les Noirs ? Nous pensons que ce sera essentiellement par des mots d'ordre raciaux : ceux de l'égalité avec les Blancs et ceux qui en découlent.*

L. Trotsky : Le point de vue des camarades américains ne me paraît pas entièrement convaincant. Le droit à l'autodétermination est une revendication démocratique. Nos camarades américains avancent, en opposition à cette revendication démocratique, la revendication libérale. Cette revendication libérale est, de plus, compliquée. Je comprends ce que l'égalité politique signifie, mais quel est le sens de l'égalité économique et sociale dans le cadre d'une société capitaliste ? Est-ce que cela signifie un appel à l'opinion publique pour que tous puissent jouir de l'égalité protection des lois ? Mais cela, c'est l'égalité politique. Le mot d'ordre d'égalité politique, économique et sociale a une résonance équivoque et, comme selon moi il n'est pas clair, il se prête d'autant plus aisément à une fausse interprétation.

Les Noirs sont une race et non une nation : les nations naissent sur la base de données raciales, dans des conditions précises. Les Noirs d'Afrique ne sont pas encore une nation, mais ils sont en voie de la former. Les Noirs américains ont un niveau culturel supérieur, mais alors qu'ils subissent l'oppression des Américains, ils sont intéressés par le développement des Noirs d'Afrique. Les Noirs américains formeront des dirigeants pour l'Afrique, nous pouvons le dire avec certitude, ce qui influencera en retour le développement d'une conscience politique aux Etats-Unis.

Bien sûr, nous n'obligeons pas les Noirs à devenir une nation ; en être une dépend de la conscience qu'ils en ont, c'est-à-dire de ce qu'ils désirent et de ce pour quoi ils luttent. Nous disons : si les Noirs veulent cela, alors nous devons nous battre contre l'impérialisme jusqu'à la dernière goutte de sang, afin qu'ils gagnent le droit de prendre une partie du pays pour eux-mêmes, quand et comme ils le voudront. Le fait qu'ils ne forment aujourd'hui la majorité dans aucun Etat n'a pas d'importance. Ce n'est pas une question d'autorité des Etats, mais des Noirs. Que des Blancs aussi aient vécu et resteront dans le territoire principalement noir n'est pas la question, et nous n'avons pas besoin de nous casser la tête sur la possibilité qu'un jour les Blancs soient opprimés par les Noirs. De toute façon, les Noirs sont poussés par l'oppression vers l'unité politique et nationale.

Dire que le mot d'ordre d'autodétermination gagnera plutôt les petits bourgeois que les ouvriers vaut aussi pour le mot d'ordre d'égalité. Il est clair que les Noirs que le public connaît le mieux — hommes d'affaires, intellectuels, avocats, etc. — sont plus dynamiques et réagissent plus activement contre l'inégalité. Nous pouvons dire que la revendication libérale, aussi bien que la revendication démocratique, attireront dans un premier temps les petits bourgeois, et plus tard seulement les ouvriers.

Si la situation en Amérique était telle que des actions communes existaient entre ouvriers blancs et ouvriers noirs, que la fraternisation de classes soit déjà devenue un fait, alors peut-être les arguments de nos camarades seraient fondés — je ne dis pas corrects —, alors peut-être séparerions-nous les ouvriers noirs des blancs, si nous commencions par lancer le mot d'ordre d'autodétermination.

Mais, aujourd'hui, les travailleurs blancs sont les oppresseurs vis-à-vis des Noirs, les gredins qui persécutent les Noirs et les Jaunes, les méprisent et les lynchent. Si les ouvriers noirs s'unissent aujourd'hui avec leur propre petite bourgeoisie, c'est parce qu'ils ne sont pas encore suffisamment avancés pour défendre leurs droits élémentaires. Pour les travailleurs des Etats du Sud, la revendication libérale de l'égalité des droits signifierait indubitablement un progrès, mais la revendication de l'autodétermination un progrès bien plus grand. Cependant, avec le mot d'ordre d'égalité des droits, ils peuvent être beaucoup plus facilement trompés — « Selon la loi, vous êtes égaux ».

Quand nous en serons au point où les Noirs diront « Nous voulons l'autonomie », ils prendront alors une position hostile envers l'impérialisme américain. A cette étape, les ouvriers seront déjà beaucoup plus déterminés que la petite bourgeoisie. Les ouvriers verront alors que la petite bourgeoisie est incapable de lutter et n'a aucun avenir, mais ils reconnaîtront aussi simultanément que les ouvriers communistes blancs se battent pour leurs revendications et cela les poussera, eux, les prolétaires noirs, vers le communisme.

D'une certaine manière, Weisbord a raison quand il dit que l'autodétermination des Noirs fait partie de la question de la révolution permanente en Amérique. Par leur éveil, par la revendication d'autonomie et par une mobilisation démocratique de leurs forces, les Noirs seront poussés vers des positions de classe. La petite bourgeoisie reprendra la revendication de l'égalité des droits et de l'autodétermination, mais se montrera absolument incapable dans la lutte ; le prolétariat noir débordera la petite bourgeoisie pour aller vers une révolution prolétarienne. C'est peut-être pour lui la voie la plus efficace. Je ne vois donc aucune raison pour laquelle nous n'avancerions pas la revendication d'autodétermination.

Je ne suis pas sûr que les Noirs ne parlent pas leur propre langue dans les Etats du Sud. Maintenant, comme ils sont lynchés pour le simple fait d'être Noirs, ils craignent bien sûr de parler leur langue noire, mais quand ils seront libres, leur langue propre revivra. Je conseillerais aux camarades américains d'étudier très sérieusement cette question, y compris



celle de la langue dans les Etats du Sud. Sur ce problème, et pour toutes ces raisons, je pencherais plutôt vers le point de vue du Parti, en remarquant, bien sûr, que je n'ai jamais étudié cette question et que je pars de considérations générales. Je ne me fonde que sur les arguments des camarades américains. Je les trouve insuffisants et je les considère comme une certaine concession faite au chauvinisme américain, ce qui me semble être dangereux.

Que pouvons-nous perdre sur cette question en avançant nos revendications, et que peuvent perdre les Noirs aujourd'hui ?

Nous ne les obligeons pas à se séparer des Etats-Unis, mais ils ont plein droit à l'autodétermination, s'ils le désirent, et nous les soutiendrons et les défendrons avec tous les moyens dont nous disposons dans la conquête de ce droit, comme nous défendons tous les peuples opprimés.

A. Swabeck: Je reconnais que vous avez de puissants arguments, mais je ne suis pas encore entièrement convaincu. L'existence d'une langue noire spécifique dans les Etats du Sud est possible. Mais, en général, tous les Noirs américains parlent anglais. Ils sont complètement assimilés, leur religion est la religion baptiste américaine et la langue dans leurs églises est également l'anglais.

Egalité économique, nous ne l'entendons pas du tout dans le sens de la loi. Au Nord — comme, bien sûr, dans les Etats du Sud — les salaires des Noirs sont toujours inférieurs à ceux des ouvriers blancs, et leur temps de travail le plus souvent supérieur, ce qui est pour ainsi dire accepté comme une chose naturelle. De plus, c'est aux Noirs que revient le travail le plus pénible. C'est à cause de ces conditions que nous revendiquons l'égalité économique pour les ouvriers noirs.

Nous ne contestons pas le droit des Noirs à disposer d'eux-mêmes. Ce n'est pas l'objet de notre désaccord avec les stalinien. Mais nous contestons la justesse du mot d'ordre d'autodétermination comme moyen de gagner les masses noires. Les aspirations de la population noire sont avant tout des aspirations à l'égalité, au sens social, politique et économique du terme. A présent, le Parti avance le mot d'ordre d'autodétermination seulement dans les Etats du Sud. Bien sûr, on ne peut guère espérer que les Noirs des industries du Nord désirent retourner dans le Sud, et rien n'indique qu'un tel désir existe. Bien au contraire. Leur revendication informulée est celle d'égalité sociale, politique et économique basée sur les conditions dans lesquelles ils vivent. C'est aussi le cas dans le Sud. C'est pourquoi nous croyons que c'est là la revendication raciale importante. Nous ne considérons pas que les Noirs subissent une oppression nationale du même ordre que les peuples coloniaux opprimés. Nous pensons que le mot d'ordre des stalinien tend à éloigner les Noirs d'une base de classe et à les amener plus vers une base excessivement raciale. C'est la principale raison pour laquelle nous y sommes opposés. Nous sommes convaincus que le mot d'ordre racial, au sens où nous le présentons, conduit directement vers des positions de classe.

P. Frankl: Y a-t-il, aux Etats-Unis, des mouvements spécifiquement noirs ?

A. Swabeck: Oui, plusieurs. Nous avons d'abord eu le mouvement de Garvey, qui avait pour but le retour en Afrique. Il avait un large écho, mais se révéla être une escroquerie.

Maintenant, il n'en reste pas grand-chose. Son mot d'ordre était la création d'une république noire en Afrique. D'autres mouvements noirs reposent pour l'essentiel sur des revendications d'égalité sociale et politique, comme par exemple la Ligue (Association nationale) pour le progrès des gens de couleur. C'est un grand mouvement racial.

L. Trotsky: Je crois que la revendication de l'égalité des droits doit aussi être conservée et je ne parle pas contre cette revendication. Elle est progressiste, dans la mesure où elle n'est pas réalisée. L'explication du camarade Swabeck sur la question de l'égalité économique est très importante. Mais cela tout seul ne tranche pas encore la question de la destinée des Noirs en tant que tels, la question de la nation, etc. Selon les arguments des camarades américains, l'on pourrait dire par exemple que la Belgique aussi n'a pas de droits en tant que nation. Les Belges sont catholiques et une grande partie d'entre eux parle français. Que se passerait-il si, à partir d'un tel argument, la France voulait les annexer ? De même, le peuple suisse, par ses liens historiques et en dépit des différences de langues et de religions, se sent une seule nation. Un critère abstrait ne tranche pas cette question, mais beaucoup plus décisifs sont la conscience historique d'un groupe, ses sentiments et ses volontés. Cela aussi n'est pas déterminé accidentellement, mais plutôt par des conditions générales. La question de la religion n'a absolument rien à voir avec la question de la nation. Le baptême d'un Noir est quelque chose de totalement différent du baptême d'un Rockefeller. Ce sont deux religions différentes.

L'attitude politique qui rejette la revendication d'autodétermination est le dogmatisme. C'est ce que nous avons toujours constaté en Russie à propos du problème de l'autodétermination. L'expérience russe nous a montré que les groupes qui vivent sur une base paysanne conservent leurs particularités, leurs coutumes, leurs langues, etc., et quand on leur en donne la possibilité, elles se développent à nouveau.

Les Noirs ne se sont pas encore éveillés et pas encore unis avec les ouvriers blancs; 99,9 % des ouvriers américains sont chauvins; ce sont des bourreaux vis-à-vis des Noirs et des Chinois. Il est nécessaire de leur faire comprendre que l'Etat américain n'est pas leur Etat et qu'ils n'ont pas à être les gardiens de cet Etat. Les travailleurs américains qui disent : « Les Noirs se sépareront quand ils le voudront et nous les défendrons contre notre police américaine », ceux-là sont les révolutionnaires, j'ai confiance en eux.

L'argument qui consiste à dire que le mot d'ordre d'autodétermination éloigne de la lutte des classes est une adaptation à l'idéologie des ouvriers blancs. Le Noir ne peut être amené au point de vue de classe que quand l'ouvrier blanc est éduqué. D'une manière générale, le problème du peuple colonial est tout d'abord le problème de l'éducation des ouvriers métropolitains.

L'ouvrier américain est incroyablement réactionnaire. Cela se manifeste aujourd'hui dans le fait qu'il n'est même pas encore gagné à l'idée de sécurité sociale. A cause de cela, les communistes américains sont obligés d'avancer des revendications de réformes.

Si les Noirs ne revendiquent pas encore leur autodétermination, c'est évidemment pour la même raison qui fait que les ouvriers blancs n'avancent pas encore le mot d'ordre de dictature du prolétariat. Les Noirs n'ont pas encore mis dans leurs têtes l'audace de découper pour eux-mêmes un morceau des grands et puissants Etats-Unis. Mais les ouvriers blancs doivent aller à leur rencontre et leur dire: « Quand vous voudrez vous séparer, vous aurez notre soutien. » Les ouvriers chènques eux aussi ne sont venus au communisme qu'après avoir perdu leurs illusions sur leur propre Etat.

Je crois que l'éveil de la classe ouvrière viendra très rapidement, du fait du retard politique et théorique inouï et de l'avance économique incroyable de l'Amérique. La vieille couverture idéologique éclatera, toutes les questions émergeront soudainement et, à partir du moment où le pays sera économiquement assez mûr, l'adaptation du niveau politique et théorique au niveau économique se réalisera très rapidement. Il est alors possible que les Noirs deviennent la fraction la plus avancée. Nous avons déjà un exemple semblable en Russie. Les Russes étaient les Noirs de l'Europe. Il est fort possible que les Noirs, à travers leur autodétermination, viennent eux aussi à la dictature du prolétariat en quelques gigantesques enjambées, avant le grand bloc des ouvriers blancs. Ils seront alors l'avant-garde. Je suis absolument sûr que, dans tous les cas, ils combattront mieux que les ouvriers blancs. Cependant, cela ne peut arriver que si le Parti communiste mène une lutte sans merci et sans compromis, non pas contre les prétendus préjugés nationaux des Noirs, mais contre les préjugés colossaux des travailleurs blancs, en ne leur faisant aucune concession.

A. Swabeck: Ainsi, vous pensez que le mot d'ordre d'autodétermination sera un moyen d'amener les Noirs à lutter contre l'impérialisme américain ?

L. Trotsky: Naturellement, par le fait que les Noirs puissent prélever leur propre Etat de la puissante Amérique et, avec l'appui des travailleurs blancs, faire que la confiance dans leurs propres forces se développe énormément.

Les réformistes et les révisionnistes ont versé beaucoup d'encre sur l'œuvre de civilisation que le capitalisme mène en Afrique, et sur le fait que les peuples d'Afrique laissés à eux-mêmes seraient encore plus exploités par les hommes d'affaires, etc., qu'ils ne le sont actuellement, qu'ils jouissent au moins dans une certaine mesure de la protection de la loi.

Jusqu'à un certain point, cet argument peut être correct. Mais, dans ce cas, c'est avant tout une question des ouvriers européens: sans leur libération, la réelle libération des pays coloniaux est, elle aussi, impossible. Quand l'ouvrier blanc remplit le rôle d'opresseur, il ne peut pas se libérer, et encore moins libérer les peuples coloniaux. Dans certaines périodes, le droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes peut conduire à des résultats différents; en dernière instance, cependant, son exercice conduira à la lutte contre l'impérialisme et à la libération des peuples coloniaux.

La social-démocratie autrichienne — en particulier Renner — posait aussi, avant la guerre, la question des minorités nationales dans l'abstrait. De la même manière, elle argumentait que le mot d'ordre d'autodétermination ne ferait qu'éloigner les ouvriers du point de vue de classe et que, du point de vue économique, les Etats de minorités ne pourraient exister de manière indépendante. Cette façon de poser la question était-elle juste ou fausse ? Elle était abstraite. Les sociaux-démocrates autrichiens disaient que les minorités nationales n'étaient pas des nations. Que, voyons-nous aujourd'hui ? Des morceaux séparés<sup>5</sup> existent, plutôt mal bien sûr, mais ils existent.

En Russie toujours, les bolcheviks se battaient pour le droit des minorités nationales à disposer d'elles-mêmes, y compris pour le droit à une complète séparation. Et, cependant, après s'être autodéterminés, ces groupes restèrent avec l'Union soviétique. Si la social-démocratie autrichienne avait auparavant mené une politique correcte sur cette question, elle aurait dit aux groupes nationaux minoritaires: « Vous avez le plein droit de disposer de vous-mêmes, nous n'avons aucun intérêt à vous garder dans les mains de la monarchie des Habsbourg. » Il aurait alors été possible de créer, après la révolution, une grande fédération danubienne. La dialectique des développements montre que là où existait l'étroit centralisme, l'Etat éclata en morceaux, et que là où la totale autodétermination fut mise en avant, un véritable Etat émergea et demeura uni.

La question noire est d'une importance énorme pour l'Amérique. La Ligue doit entreprendre une sérieuse discussion sur ce problème, peut-être dans un bulletin intérieur.

---

<sup>5</sup> De l'ancien empire austro-hongrois. (N.R.)